



Un drone américain frappe la Somalie et fait des victimes civiles

Par [Bill Van Auken](#)

Mondialisation.ca, 03 janvier 2015

[WSWS.org](#)

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Guerre USA OTAN](#), [Services de renseignements](#)

Lundi soir, un drone américain sans pilote a tenté d'assassiner un membre influent du groupe somalien al-Chabab, une milice islamiste opposée au gouvernement fantoche pro-américain en Somalie.

Le porte-parole du Pentagone, l'amiral John Kirby, a publié un communiqué déclarant que la cible de la frappe, près de Saakow, à 150 km au Nord de la ville portuaire de Kismayo, était un haut responsable d'al-Chabab, sans nommer la victime visée.

Selon Kirby, le Pentagone n'avait pas « confirmé » que l'attaque du drone avait fait des victimes civiles. Il a ajouté, « Nous évaluons les résultats de l'opération et nous fournirons, le cas échéant, des informations supplémentaires ». Il est donc impossible de savoir si la frappe a vraiment coûté la vie à la personne ciblée ou combien d'autres sont mortes suite à l'attaque.

De tels communiqués laconiques sont la norme pour le programme d'assassinat par drone qui a été condamné par l'ONU comme une violation du droit international et qui est détesté par les populations contraintes de vivre sous la menace constante d'un massacre venant du ciel.

L'Associated Press rapporte que la cible de l'attaque était Ahmad Umar, qui aurait pris la direction d'al-Chabab en septembre dernier, après la mort de son chef précédent, Ahmed Abdi Godane, dans une autre attaque de drone.

En octobre dernier, les commandos de la marine américaine, les Navy Seal, ont aussi effectué une descente au domicile d'un troisième chef d'al-Chabab, Abdulkadir Mohamed Abdilkadir, à Baraawe, au Sud de Mogadiscio. Cette tentative d'enlèvement ou d'assassinat s'est cependant soldée par un échec.

En 2008, sous le gouvernement Bush, la Somalie fut officiellement proclamée un front dans la « guerre mondiale contre le terrorisme ». C'est alors qu'al-Chabab fut déclaré une « entité terroriste mondiale spécialement désignée » bien que ces actions se soient limitées à la guerre civile à l'intérieur de la Somalie.

Washington a lancé des tentatives d'assassinat par drone et des raids par des forces spéciales contre al-Chabab pour décapiter l'organisation. Ces tentatives d'assassinat, comme celles en Afghanistan ou au Pakistan, ne semblent pas avoir ralenti le rythme des opérations menées par le groupe ciblé. En même temps, Washington a compté sur une

armée d'occupation de 22.000 hommes, l'AMISOM, mobilisée par l'Union africaine pour le compte de l'impérialisme américain et occidental.

Le 26 décembre, des membres d'al-Chabab, vêtus d'uniformes de l'armée somalienne, ont envahi le QG d'AMISOM, près de l'aéroport de Mogadiscio. Quatorze personnes ont trouvé la mort dans cette opération, dont huit membres du groupe islamiste, cinq soldats d'AMISOM, et un agent civil. La fusillade a duré plus de deux heures.

Si l'AMISOM regroupe des soldats ougandais, kenyans, burundais, et djiboutiens, elle est dominée sur le plan opérationnel par l'Éthiopie, qui sert de laquais à Washington dans la Corne de l'Afrique, lui fournissant des bases de drones et des centres de tortures pour la CIA.

En décembre 2006, les États-Unis ont orchestré une invasion éthiopienne de la Somalie pour renverser l'Union des tribunaux islamiques (ICU). Ces tribunaux de la charia s'étaient unis pour former une administration et reprendre le contrôle de la majeure partie du Sud somalien, dont la capitale Mogadiscio, mettant un terme à la guerre des clans qui avait dominé la région pendant quinze années.

Après la défaite de l'ICU, ses éléments islamistes plus combattifs ont formé al-Chabab pour combattre le régime pro-américain et les troupes étrangères qui l'appuient.

En sept années de combat, les États-Unis et leurs supplétifs ont établi le contrôle sur la plus grande partie du Sud de la Somalie, mais sans pouvoir anéantir al-Chabab. Le régime qu'ils soutiennent est dominé par la corruption, la crise et les rivalités claniques. La semaine passée, le pays a vu la nomination de son troisième premier ministre en l'espace d'une année.

Comme sur tous les fronts de la « guerre contre le terrorisme », Washington ne mène pas les opérations militaires en Somalie par souci de sécurité pour la population américaine, et encore moins pour le bien-être des Somaliens. Ceux-ci forment l'un des peuples les plus pauvres de la planète avec un PIB brut par habitant d'à peine 112 dollars et une espérance de vie de 52 ans.

Le littoral du pays est le plus long d'Afrique, dominant le détroit de Bab-el-Mandeb, l'étroit passage reliant la Mer rouge à l'Océan indien. Au moins 70 pour cent des produits pétroliers du monde et la moitié du trafic mondial de conteneurs passent par l'Océan indien, dont une bonne partie est destinée à la Chine, le principal rival du capitalisme américain.

Le Yémen, qui contrôle l'autre côté de cette voie maritime stratégique, est un autre front de la « guerre contre le terrorisme » et une cible fréquente des drones. Dominant ainsi le Yémen et la Somalie, Washington peut menacer de couper des liens économiques vitaux pour la Chine.

Alors que débute l'année 2015, cette dernière frappe en Somalie souligne l'escalade mondiale du programme illégal d'assassinat par drone du gouvernement Obama.

En Afghanistan, des frappes de drone ont tué au moins six présumés « activistes » talibans dans la province orientale de Nangarhar dimanche soir, alors que cinq autres personnes ont été tuées et six blessées dans une attaque identique vendredi dernier dans la province de Logar.

Jeudi dernier, huit personnes sont mortes suite à deux attaques de drones au Pakistan effectuées dans la région appauvrie du Waziristan du Nord, près de la frontière afghane.

Un rapport publié par le groupe de défense des droits de l'homme Reprieve, « L'on ne meurt jamais deux fois », souligne la criminalité de ces opérations. Il établit que dans le cas d'au moins 41 individus figurant sur des listes de personnes à tuer (« Kill Lists ») personnellement établies par Obama-sans contrôle judiciaire ou autre forme de procès-leur mort avait été signalée plusieurs fois, dans un cas à sept occasions différentes.

« Ceci soulève une question grave, » indique le rapport. « Avec chaque tentative manquée d'assassiner un homme figurant sur la Kill List, qui s'est trouvé à sa place dans le sac mortuaire (body bag) ? En fait, il serait plus correct de dire 'les sacs mortuaires' : beaucoup d'autres vies sont sacrifiées pour rayer un nom de la Kill List ».

Dans le cas de l'homme tué sept fois, Reprieve a découvert que 164 autres personnes ont été tuées dans des frappes, dont 11 enfants. Lors des multiples tentatives-en moyenne trois-de tuer les 41 individus, un total de 1.147 personnes étaient mortes, ce qui représente près d'un quart des victimes des frappes de drones menées en Afghanistan et au Pakistan.

Au Pakistan, selon le rapport, 24 hommes auraient été tués ou ciblés à plusieurs reprises, entraînant la mort de 874 personnes. Lors de deux frappes ratées contre Ayman al-Zawahiri, la CIA a réussi à tuer 76 enfants et 29 adultes. Le dirigeant d'al Qaïda est toujours en vie.

Les enfants ont porté le principal fardeau du programme d'assassinat. Selon Retrieve, en poursuivant l'objectif d'atteindre 14 cibles fixées entre 2004 et 2013, les frappes de drones ont coûté la vie à 142 enfants ; seuls six d'entre eux sont morts dans des frappes qui ont réussi à assassiner leurs victimes visées.

Bill Van Auken

Article original, [WSWS](#), paru le 31 décembre 2014

La source originale de cet article est [wsws.org](#)

Copyright © [Bill Van Auken](#), [wsws.org](#), 2015

Articles Par : **[Bill Van Auken](#)**

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif.

Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca